



Déclaration préalable FNPOS - CGT

Fédération Nationale du Personnel des Organismes Sociaux

INC Famille du 26 juin 2020

Malgré la crise sanitaire, malgré tous les problèmes techniques, le personnel des Caf et de toute la Sécurité sociale a encore montré tout son engagement dans ses missions de service public.

Vous l'avez dit, cela a été reconnu par le gouvernement, Olivier VERAN nous a écrit, la Sécurité sociale au travers de toutes ses branches, a été en 1^{ère} ligne pour servir d'amortisseur social à la crise sanitaire !

1/Conditions de travail à domicile et non télétravail :

Vous ne pouvez pas parler de télétravail. Vous avez mis de côté l'intégralité des dispositions du protocole protégeant les salariés. La grande majorité des salariés a subi du travail à domicile, dans des conditions très dégradées (garde d'enfants, matériel inadéquat...). Les outils informatiques n'ont pas toujours permis de maintenir le lien avec les allocataires et les partenaires et ils n'ont pas été plus efficaces pour garantir un lien entre les agents d'une même caisse. Les salariés ont dû faire preuve d'ingéniosité pour rester en contact et poursuivre leur activité.

Le droit à la déconnexion a été bafoué pour tous.

- Connexion VPN hors temps de travail,
- Création de groupes WhatsApp sollicitant une veille quasi permanente,
- Manque de formation des cadres pour accompagner les salariés en télétravail et gérer les salariés en souffrance,
- Manque de soutien et d'accompagnement des directions (beaucoup de cadres ont dû interpréter les consignes, provoquant des disparités entre les services en termes d'activité et de ressources humaines)

2/privé d'activité :

A leur grand regret, beaucoup ont attendu d'être équipé pour pouvoir contribuer à l'effort collectif. Des sondages ont démontré que les plus isolés de l'activité ont, au quotidien, le plus souffert de la situation.

Avec la même motivation implacable, les salariés se sont montrés volontaires et ont demandés à être redéployés sur des missions prioritaires.

Ces agents ont subi la situation et ont été punis : perte de droits RH, perte de primes, perte de pouvoir d'achat alors que les besoins vitaux ont été décuplés durant la période de confinement.

Quant aux agents des services sociaux, ils se sont sentis dévalorisés et inutiles, alors même que les allocataires avaient besoin d'eux. Par exemple, à la Caf de Marseille où le taux de précarité est l'un des plus élevés (grand nombre d'allocataires bénéficiaires de minima sociaux), ce service n'est accessible que récemment en appel entrant.

3/ Reprise / déconfinement :

Déconfinement progressif et avec beaucoup de disparité dans les Caf. Nous souhaitons une consigne claire, nationale et uniforme, garantissant les meilleures protections pour les salariés.

Sur l'ensemble du territoire, l'offre d'accueil et l'accès aux droits n'est pas équitable pour les allocataires, alors même que les services publics sont ouverts.

4/ Représentant du personnel :

Les oubliés de ce télétravail, volontaires ou involontaires ?

Alors même que vous prôniez le dialogue social, indispensables dans la période, pendant les réunions nationales, il n'était parfois qu'un leurre au niveau local. Les représentants du personnel ont eu beaucoup de mal à garder le lien avec les salariés. Les agents n'ont pas eu les moyens d'avoir les informations émanant des organisations syndicales, pour preuve, certains directeurs, conscients de ce dysfonctionnement, ont même communiqué aux salariés des informations syndicales.

Par ailleurs, vous le savez, les négociations sur la classification reprennent en septembre 2020, il sera temps d'y intégrer toutes les revendications portées par la CGT, qui vont dans le sens de la reconnaissance salariale et d'un déroulé de carrière digne (points de repositionnement, mesures collectives, classification horizontale et non verticale, non déclassement, etc...)

Monsieur Mazauric, après avoir listé, de manière non exhaustive, les dysfonctionnements qui ont pu avoir lieu pendant toute la période de la crise, il est temps de prendre vos responsabilités et faire reconnaître l'implication de TOUTES et TOUS. Nous ne pouvons plus nous contenter de remerciements et d'applaudissements, les salariés veulent des actes forts et concrets :

- Revalorisation de la valeur du point à 10 €
- Arrêt total du recours systématique aux CDD et embauches en CDI